



## Municipales 2026 : Quelle place pour la voiture en ville ?

**Entre adhésion et contrainte : une majorité de Français soutient les objectifs écologiques... mais peine à les concilier avec la réalité du quotidien**

70% des Français et 63% des maires jugent que la voiture sera un enjeu important des prochaines élections.

Paris, le 12 février 2026 – **A l'approche des élections municipales, qui se tiennent du 15 au 22 mars prochain, Roole et l'Institut Bona Fidé reviennent sur les résultats de leur étude consacrée à la place de la voiture en ville. Réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 1 500 Français et de plus de 500 maires, cette enquête propose un regard croisé entre citoyens et élus sur la perception et l'impact des politiques locales de réduction de la voiture. Elle met en lumière une France partagée entre l'adhésion aux objectifs écologiques et la réalité des contraintes vécues au quotidien. 70 % des Français et 63 % des maires estiment d'ailleurs que la place de la voiture sera un enjeu important des élections municipales de 2026.**

### **Des objectifs partagés mais des freins à lever dans une France à deux vitesses**

Français et maires s'accordent sur la nécessité de réduire la place de la voiture pour améliorer la qualité de vie et la sécurité en ville. Mais les **taux d'adhésion varient fortement selon la taille des territoires** : 55 % d'approbation dans les grandes villes contre seulement 27 % dans les petites villes. Une fracture qui illustre **l'écart entre les territoires où les alternatives existent et ceux où la voiture reste le seul moyen de se déplacer**. Les maires des petites villes confirment cette réalité : la dépendance à l'automobile demeure forte dans ces communes de 2 000 à 20 000 habitants, où l'offre de transports publics ou partagés est encore limitée.

### **Une préférence nette pour les mesures incitatives plutôt que punitives**

Parmi les Français concernés par une mesure de réduction de la voiture, 57 % en tirent **un bilan négatif**. Un Français sur deux déclare avoir **déjà renoncé à un déplacement** en raison d'une restriction locale - par exemple, la réduction des places de stationnement en centre-ville ou **la hausse du coût du stationnement pour les véhicules thermiques**. Des mesures dissuasives et largement impopulaires. Ce vécu alimente un sentiment d'exclusion : **quatre Français sur dix** se disent **mis à l'écart des centres-villes**, une proportion qui atteint 49 % dans les zones rurales. À cela s'ajoute un autre facteur structurant : **un Français sur deux estime ne pas disposer d'une alternative crédible pour se passer de sa voiture**.

A l'inverse, les Français se montrent **très favorables aux mesures d'apaisement et de réorganisation de l'espace public**. La mise en place de parkings relais (81% favorables), la piétonnisation de certaines rues (79%) ou encore le développement des voies réservées aux transports en commun (79%) recueillent une large adhésion. Les pistes cyclables (78%) et les rues scolaires (75%) s'inscrivent également parmi les dispositifs les plus soutenus.

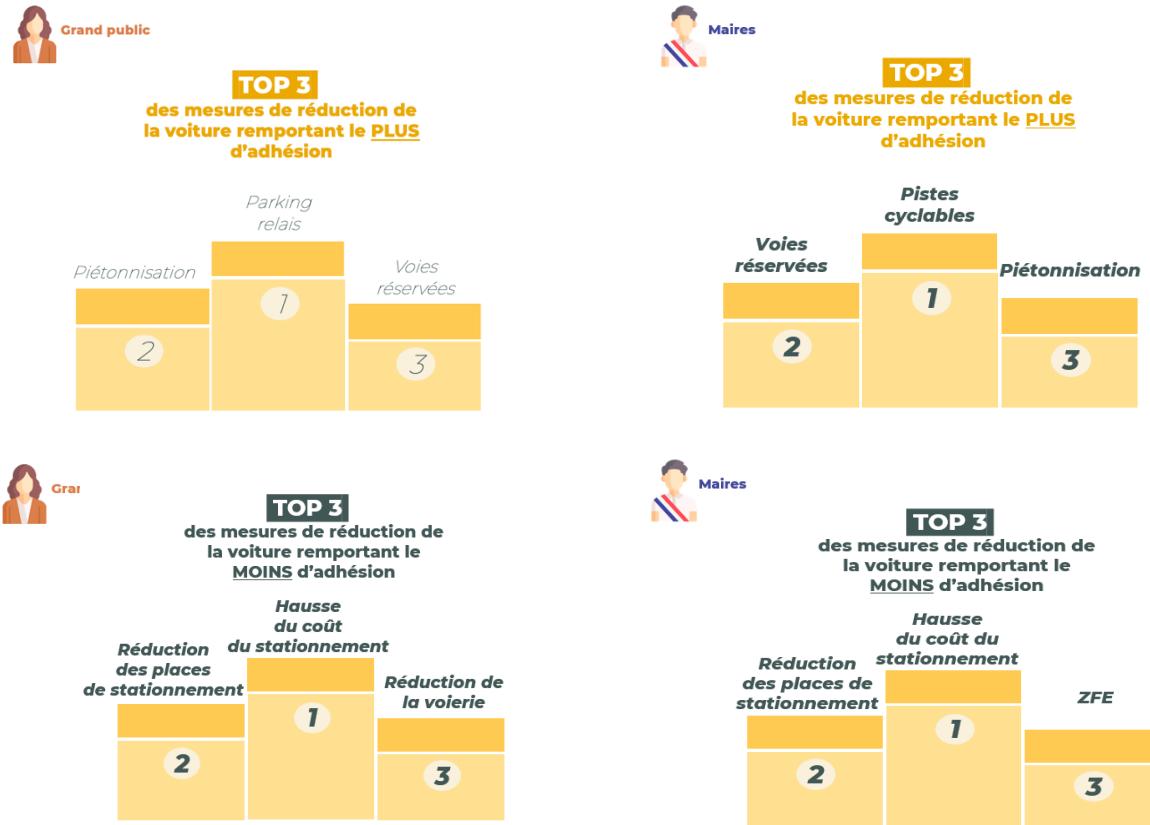
### **Commerces et vitalité des centres-villes : une source d'inquiétude commune**

L'impact des politiques de réduction de la voiture sur l'activité commerciale suscite une inquiétude largement partagée : **60 % des Français** et **68 % des maires** estiment que **ces mesures compliquent l'accès aux commerces** et fragilisent les centres-villes. **Un tiers des maires** déclare même avoir constaté des **fermetures ou des commerces vacants** liés à ces politiques.

## Un besoin de dialogue renforcé et de cohérence territoriale

Au-delà des questions d'aménagement, les habitants expriment un manque clair de concertation : **69 % estiment que leur avis n'est pas suffisamment pris en compte** lorsqu'une politique de réduction de la voiture est mise en œuvre. Les maires formulent, de leur côté, un constat complémentaire : **huit sur dix jugent que le débat national sur la place de la voiture ne reflète pas la réalité de leur commune** et de leurs habitants.

## TOP 3 des mesures les plus soutenues et les plus rejetées



« Les Français ne sont pas opposés à la transition écologique, ils veulent simplement qu'elle se fasse avec eux et non contre eux. Les maires sont aujourd'hui les mieux placés pour réconcilier écologie, commerce et mobilité du quotidien. » déclare **Aleth d'Assignies, Directrice de l'Impact chez Roole.**

Etude complète à retrouver [ici](#)

### Méthodologie de l'étude

Étude réalisée du 23 au 27 octobre 2025 auprès d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas sur les variables de sexe, d'âge et de profession après stratification par région.

Étude réalisée du 15 octobre au 5 novembre 2025 auprès d'un échantillon de 523 maires (78%) et proches collaborateurs (adjoints, conseillers municipaux, DGA, DGS, 22%). L'échantillon a été redressé selon la taille des communes pour coller à la distribution réelle observée sur les 36 000 mairies de France, ce qui garantit une bonne représentativité des résultats et leur significativité statistique.

## **À propos de Roole**

---

Fondé en 1982, Roole est le premier club automobile en France avec 1 500 000 membres. Roole propose des solutions de protection contre le vol, des garanties complémentaires à l'assurance auto principale, ainsi qu'un média et des applications gratuites pour simplifier la vie des automobilistes. Roole représente les automobilistes dans le débat public et développe des services de mobilité solidaire sur plusieurs enjeux liés à l'accès à l'automobile et au permis de conduire. Roole est entreprise à mission et a créé une fondation en 2017.

*Plus d'information sur [www.roole.fr](http://www.roole.fr)*